

Commission: Sommet de l'UE sur les Risques et la Sécurité Civile

Problématique: Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines ?

Auteur: Slovénie

Petit pays situé entre l'Italie et la Croatie, la Slovénie occupe une superficie de 20 145 km² avec 2 116 792 habitants. Nataša Pirc Musar, première femme libérale à prendre la tête du pays, dirige le pays avec Robert Golob comme premier ministre. Ayant un PIB de 63 090 millions d'euros et une dette de 72% du PIB en 2022, la Slovénie base son économie sur le commerce intra-UE, qui représente 67 % des exportations de la Slovénie (dont Allemagne: 17 %, Italie: 9 % et Croatie: 7 %). De même, la Slovénie est composée de vastes forêts qui sont une préoccupation constante lors d'évaluer le risque d'incendies. Ainsi, cette problématique est d'une importance capitale pour la protection des citoyens slovènes, et elle soulève des enjeux qui nécessitent une réponse coordonnée au niveau européen.

La Commission de Risques et Sécurité Civile vise une coopération entre les pays de l'UE afin de mettre en place une politique commune de prévention de catastrophes naturelles et de mise en commun des ressources pour éviter le maximum de dégâts matériels, de pertes de vie et de dommages dans l'environnement. Concernant ceci, la Slovénie est un des pays les plus vulnérables à cause de ses grands espaces naturels.

Néanmoins, en référence à la transmission d'informations à la population, la Slovénie doit être capable de diffuser des avertissements clairs afin d'avertir les Slovènes des incendies, les inondations et les avalanches (parc national du Triglav qui appartient légèrement aux Alpes) qui, en raison de sa géographie variée de la Slovénie, présentent un danger pour la population et l'environnement.

Finalement, le terrorisme est un des principaux issue qui doit confronter cette commission; la Slovénie n'est pas vraiment concernée puisque, depuis sa prompte neutralité lors de la guerre des Balkans de années 90, elle n'a pas eu ni de conflits internationaux ou civils. Face à ces défis, une coordination efficace au niveau européen est essentielle pour garantir une réponse rapide et efficace en cas de devoir affronter ces situations critiques.

La Slovénie, membre de l'UE depuis 2004, a soutenu activement divers traités et initiatives visant à renforcer la coordination de la sécurité civile au niveau européen. Parmi ces exemples, on peut citer le Traité de Lisbonne, qui a renforcé les mécanismes de solidarité entre les États membres en cas de catastrophe. La Slovénie a ratifié ce traité en 2009, soulignant ainsi son engagement en faveur d'une action collective pour faire face aux défis communs.

De même, la Slovénie s'engage dans le Mécanisme de protection civile de l'UE, un outil crucial qui facilite la coopération entre les États membres en matière de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes. La Slovénie participe donc activement à la mise en commun des ressources, notamment lors des incendies en Grèce en 2023 qui furent un énorme bouleversement et une grande surcharges pour les ressources grecques qui eurent besoin de l'aide de presque 10 pays de l'UE (Italie, Allemagne, Slovaquie, Bosnie...). En contre parti, la Slovénie exigera donc un support actif de la part des pays membres de l'UE puisqu'elle participe activement au programme de l'UE pour la protection civile et l'aide humanitaire (ECHO), qui fournit une assistance humanitaire et une aide d'urgence aux populations touchées par des catastrophes naturelles ou des crises humanitaires. De plus, en matière de terrorisme, bien qu'il soit considéré comme un acte criminel plutôt qu'une catastrophe naturelle, ses conséquences peuvent être tout aussi dévastatrices pour les populations. Ainsi, la Slovénie soutient les initiatives de l'Union européenne visant à renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme et à améliorer la prévention de ces actes.

Enfin, la Slovénie assure une transparence complète lors des rapports des catastrophes et un bilan des dégâts et de l'aide fournit, suivant notamment l'article 11 du traité sur l'Union européenne (TUE),

qui dispose que tant les citoyens que les associations représentatives doivent avoir la possibilité de «faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union».

Par ailleurs, la Slovénie a déjà mis en place quelques mesures clés pour résoudre ces problèmes en termes de sécurité civile et de risques. D'un côté, afin de renforcer la détection de désastres naturels, des investissements en équipement capable, à travers l'intelligence artificielle, de localiser les aléas en matière d'événements climatologiques ont été réalisés par le gouvernement slovène pour minimiser les dommages potentiels. En effet, un réseau de capteurs sismiques pour détecter les tremblements de terre et a développé des systèmes d'alerte précoce pour les inondations.

D'une autre part, grâce au faible risque de terrorisme dans la Slovénie, ses efforts sont dédiés à renforcer ses mesures de sécurité aux frontières et dans les zones sensibles pour prévenir les attaques terroristes potentielles. Le pays coopère également étroitement avec d'autres États membres de l'UE en partageant des informations et en coordonnant les efforts de renseignement pour détecter et neutraliser les menaces terroristes, qui sont une constante préoccupation pour les citoyens des pays concernant cette situation dramatique.

Enfin, afin d'informer de manière claire et rapide les citoyens des catastrophes naturelles ou des attaques terroristes, le gouvernement slovène actualise constamment ses médias à travers une intégration des pages officielles dans les réseaux sociaux et une amélioration des médias traditionnels.

En conclusion, la Slovénie reste résolument engagée en faveur d'une coordination européenne efficace en matière de sécurité civile. Malgré les défis et les enjeux, le pays maintient une position europhile, convaincu que seule une action collective peut garantir la protection des populations contre les catastrophes et la protection envers les attaques terroristes. À travers l'investissement en équipement pour améliorer la détection de désastres naturels et des mesures de sécurité aux frontières ainsi que la coopération avec d'autres États membres de l'UE, la Slovénie continuera à jouer un rôle actif dans les efforts visant à renforcer la sécurité civile européenne et à promouvoir une approche solidaire face aux crises.